

ARTICLE II.

*Contenant ce qui s'est passé de plus considérable en FRANCE, depuis le mois dernier.*

S Uivant les ordres du Roi , marqués dans notre dernier Journal , Mr. de Miromesnil , premier Président du Parlement de *Roïen*, & les deux plus anciens Conseillers de chaque Chambre de ce Parlement, se sont rendus à *Versailles* le 31. Janvier, & y ont reçu la réponse du Roi à leurs remontrances : réponse verte conçüe en ces termes. *J'ai lu vos remontrances : elles contiennent des principes si faux, si contraires à mon autorité, si indécens vis-à-vis de mon Chancelier, que je n'ai d'autre réponse à vous faire que de vous les rendre : Et sur le champ le Comte de Saint Florentin, Ministre & Secrétaire d'Etat, les remit au premier Président. Par-là cette affaire paroît finie, & peut-être celle de quelques autres Parlemens. Mais celui de *Toulouse*, assëmlé à plusieurs reprises dans le courant de Janvier, à l'occasion d'un conflict qu'il y a entre cette Cour de Justice & les Etats du *Languedoc*, après s'être fait rapporter ses Arrêts des 24. Mars, 7. Mai & 17. Novembre 1760, cassés tous trois par un Arrêt du Conseil, en a rendu un quatrième confirmatif des trois émanés, & qui fait de rechef de très-expresses inhibitions & défenses aux gens des trois Etats de la Province & à tous autres dans le ressort de la Cour, d'imposer ou de lever aucun impôt autrement qu'en vertu d'Edits, Déclarations ou Lettres Patentes dûment vérifiés*